



SUR LA LIGNE DE CRÊTE

SUR LA LIGNE DE CRÊTE



20, rue des Cordeliers, 64100 Bayonne

06 84 52 74 35

SOMMAIRE

Présentation p. 07

**01 - La Chambre d'agriculture alternative
du Pays Basque** p. 09

02 - Donibane Garazi, 2017 p. 39

03 - Bidarray, 2006 p. 49

Mixel Berhocoirigoin p. 57

Les diverses photographies illustrant ce livret ont été gracieusement fournies par : Alternatiba, Enbata, ELA, Iker Elozegi, Korta, Rafoto, Jean-Louis Piquet, Rémi Rivière, Daniel Velez, Zigor. Milesker deneri, merci à tous.

PRÉSENTATION

La Fondation Manu Robles-Arangiz a, au cours de sa première quinzaine d'années d'existence en Iparralde, organisé ou co-organisé une dizaine de formations au moins avec Mixel Berhocoirigoin. Stratège hors pair et homme d'action de premier plan, Mixel a toujours été un grand pédagogue, convaincu de la place essentielle que devaient tenir la formation et la transmission dans tout projet collectif de transformation de la société. Ce livret lui rend hommage bien sûr, mais se veut surtout un des nombreux outils qui permettront de prolonger cette part de l'engagement de Mixel.

Le texte principal provient de la retranscription intégrale d'une présentation de l'histoire de la Chambre d'agriculture alternative du Pays Basque, donnée le 22 janvier 2020 à Donibane Garazi. Le public était composé d'une trentaine de jeunes cadres de l'équipe hexagonale d'animation d'Alternatiba et d'ANV-COP21 venus suivre une semaine de formation politique en Iparralde.

Les pages suivantes offrent des moments de deux autres formations, qui illustrent parfaitement l'approche stratégique au long cours de Mixel Berhocoirigoin et des autres militantes et militants avec lesquels il a participé à transformer en profondeur le Pays Basque nord. On y retrouve cette vision à la fois radicale et pragmatique qui les animait et qu'ils ont su transmettre à d'autres générations militantes.

La première série d'extraits est tirée d'une semaine de formation pour les cadres de Bizi!, co-organisée entre cette association et la Fondation Manu Robles-Arangiz, à Donibane Garazi également mais cette fois en juillet 2017. La seconde est plus ancienne: les passages retenus sont extraits d'un week-end de formation à l'Histoire du mouvement abertzale d'Iparralde, organisé par la Fondation Manu Robles-Arangiz en 2006 à Bidarray.

Que les graines semées par Mixel Berhocoirigoin continuent longtemps à germer et contribuer à construire un Pays Basque et un monde plus humains, plus libres, plus justes, plus solidaires et plus soutenables.

Le 8 avril 2022,
Fondation Manu Robles-Arangiz



Formation «La chambre d'agriculture alternative»
du 22-01-2020 à Donibane Garazi

01

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE ALTERNATIVE DU PAYS BASQUE

Donibane Garazi, 22 janvier

**Retranscription littérale d'une session de formation
donnée le 22 janvier 2020 par Mixel Berhocoirigoin.**

Les sous-titres sont de la Fondation Manu Robles-Arangiz.

Merci de vous intéresser à cette question.

Deux mots à mon sujet: je suis Mixel Berhocoirigoin, je suis actuellement paysan retraité dans la région de St Jean Pied de Port. Nous étions sur la ferme avec mon épouse et depuis 6 ou 7 ans notre fils s'est installé avec sa compagne et 2 salariés. Nous produisons du lait de vache essentiellement et un peu de fruits. Nous livrions à l'agro-alimentaire, et eux transformaient tout ; là où il y avait deux emplois, aujourd'hui il y en a presque 4.

Juste pour me situer: j'ai fait un passage, important pour moi, à la JAC qui est la Jeunesse Agricole Chrétienne, mouvement qui existe toujours et qui a eu beaucoup d'impact dans les années 60-70-80.

J'ai fait partie de l'équipe qui a créé la Confédération Paysanne en 1987. Auparavant nous avons créé le syndicat ELB en 1982, qui a adhéré ensuite à la Confédération Paysanne. ELB était en dehors de la FNSEA. Nous étions alors sous le régime du syndicat unique FNSEA, les autres syndicats n'étaient pas reconnus. ELB est un sigle signifiant Rassemblement des Paysans du Pays Basque. J'ai passé pas mal de temps un peu partout, notamment à Paris dans l'équipe nationale, et ensuite nous nous sommes acheminés vers la création de la Chambre d'agriculture alternative, sujet qui nous intéresse ce soir. Nous en avons fêté samedi dernier les 15 ans ; je viens de quitter le bureau de cette Chambre et la vie va continuer.

S'INSCRIRE DANS UNE HISTOIRE

Je vais vous raconter l'histoire de la Chambre d'Agriculture Alternative en la plaçant dans son décor et dans une histoire. La dynamique de ce que l'on fait, de ce que vous faites, se situe toujours dans l'histoire ; ceci me paraît essentiel . C'est ce qu'on a fait hier qui donne son sens à ce que l'on fait aujourd'hui et c'est que l'on fait aujourd'hui qui donne son sens à ce qui sera fait demain. Il faut voir les choses dans cette perspective-là, dans cette dynamique-là, et cela donne à chacun une responsabilité énorme ; c'est à dire que si l'on ne continue pas, on prend le risque non seulement d'arrêter l'histoire mais aussi d'annuler pratiquement ce qui a été fait avant. Si on ne continue pas, ce qui a été fait avant perd de la valeur parce que ce que l'on fait aujourd'hui n'a pas seulement une portée pour aujourd'hui, cela a une portée dans le temps.

J'imagine que chacun réfléchit comme ça. Ceci pour dire que la Chambre d'agriculture alternative du Pays Basque a été créée en 2005 mais je vais démarrer dans les années 1970. Beaucoup ne se souviennent pas, je pense, de ces années-là.

En Pays Basque mais probablement ailleurs aussi, dans tous les territoires, ces années-là ont été importantes parce que c'est la décennie qui venait après 68, et il y a eu un impact, une onde de choc de ce qui s'est passé en 68 qui a changé toute la donne partout dans le monde probablement, dans tous les secteurs, et pour l'agriculture aussi. Entre la ville et le rural il y a eu un

temps de diffusion, un temps de décalage, et des idées nouvelles, totalement différentes de celles des années antérieures, ont pris de la graine dans les années 70.

Je parlais tout à l'heure de la JAC, car je suis un militant de la JAC qui a été pour moi et pour beaucoup d'autres une école fondamentale. Elle a formé beaucoup de militants, beaucoup de « responsables », elle a été un acteur important dans le monde rural en général, et dans le monde agricole en particulier.

Avant 68, pour parler un peu schématiquement, le but de la JAC était de construire un monde meilleur, rendre l'Homme meilleur, l'Homme évidemment au sens large, nous n'avions pas le même vocabulaire qu'aujourd'hui, et pour faire un monde meilleur, il fallait que l'Homme soit meilleur. Après 68, le mot d'ordre, ou la référence, a été : pour faire un monde meilleur, il faut que l'Homme soit meilleur et il faut changer le système économique. On a donc ajouté quelque chose d'essentiel. Et donc on a pris conscience -c'est le mouvement qui nous a aidés à le comprendre- que les vies de chacun, les vies professionnelles, le travail etc... n'étaient pas des vies isolées mais étaient des vies insérées dans un système économique : comment fonctionne ce système économique, est-ce qu'il y a des intérêts, qui contrôle etc... c'est tout le champ qui est supposé être derrière ce terme-là. C'est pour dire que là on était sur une analyse plus politique, plus globale, plus économique, de rapports de classes, d'intérêts différents etc... et c'est dans ce contexte qu'est née une nouvelle génération de jeunes paysans, formés par la JAC comme je l'ai dit, mais aussi par la branche « Jeunes » de la FNSEA.

La FNSEA est la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles. C'était le syndicat unique, le seul syndicat reconnu par les pouvoirs publics, reconnu cela veut dire qu'il était le seul syndicat reçu dans les négociations, le seul syndicat qui avait des financements publics pour les actions syndicales mais aussi pour la formation, le développement etc. Sa branche « Jeunes » était également imprégnée par les nouvelles analyses qui se développaient et qui abattaient tous les piliers de la pensée, de notre organisation sociale, y compris privée.

PAYSANS-TRAVAILLEURS

C'est là qu'un nouveau courant s'est installé au niveau des jeunes paysans, qui vont se définir petit à petit comme paysans-travailleurs, par opposition à la notion de paysan-chef d'entreprise qui était le schéma dans lequel on nous mettait, et souvent on se mettait. On était des chefs d'entreprise, donc, pour parler schématiquement, on était du côté des patrons, on faisait partie d'une classe qui était propriétaire, qui était dominante, qui était chef d'entreprise. Cette nouvelle définition, cette nouvelle expression de paysan-travailleur venait de la prise de conscience qu'on était peut-être chef parce qu'on était propriétaire de l'outil de production, pas forcément propriétaire de la terre, du foncier, mais au moins de l'outil de travail, des animaux, du matériel. Donc si on définit le chef d'entreprise par le fait qu'on est propriétaire, on l'est peut-être mais on n'a aucun pouvoir, aucune possibilité d'influencer nos vies, car en tant que paysans on vend des produits mais c'est celui qui nous achète nos produits, la laiterie, l'agroalimentaire, qui nous fixe les prix, alors que le b-a ba, le premier point d'un chef c'est qu'il fixe le prix de vente de ses produits.

Il y a donc eu cette prise de conscience et nous avons été dans ce mouvement-là. Si vous voulez approfondir le sujet, une personne, un paysan, militant syndical qui a été une référence dans ce mouvement-là pour nous mais aussi dans toute la France, c'est Bernard Lambert, aujourd'hui décédé. Il a été extrêmement influent, auteur du livre intitulé «Les paysans dans la lutte des classes» et cela donne un peu un repère idéologique sur ce à quoi on s'accrochait. Et donc nous, la génération à laquelle j'appartiens, en gros les militants nés en 50-55, ainsi que la génération précédente, 46-50, en gros une décennie, nous sommes vraiment imprégnés par cela et dans les années 70, nous nous sommes dit qu'il fallait créer une alternative en Pays Basque, une alternative syndicale avec d'autres références, d'autres repères, d'autres analyses, proposer aux paysans autre chose, une autre perspective que le statu quo, le conservatisme, l'assujettissement aux forces économiques, sociales, financières surtout, etc...

QUESTIONNER LE SYSTÈME ET DONNER DES OUTILS À NOTRE TERRITOIRE

Il y a eu cette volonté de s'impliquer. Dès le départ deux éléments ont été les fils rouges de notre action et de nos engagements. On s'est dit que si l'on devait construire quelque chose, il fallait qu'on essaie d'atteindre deux objectifs en même temps. Un objectif lié au type d'agriculture, au système de production: si on voulait créer des outils, si on voulait faire des choses ici en Pays Basque, notre objectif n'était pas seulement d'augmenter le prix du lait etc..., ce n'était pas que cela, même si c'était nécessaire parce qu'il fallait qu'on en vive, mais notre horizon ne s'arrêtait pas là, notre horizon c'était vraiment: «Comment on produit? pourquoi on produit? pour qui on produit?» etc. Notre objectif était de questionner le système, donc le type d'agriculture, ceci sera donc quelque chose de très fondamental, et ce sera notre différence en permanence avec l'autre syndicat.

Le deuxième repère consistait à construire, donner des outils à notre territoire. Cela a été quelque chose d'important au Pays Basque, je dirais que ceci a peut-être été une différence par rapport à d'autres territoires qui avaient à l'époque des personnalités importantes, comme par exemple la Bretagne, l'Aveyron, l'Occitanie etc. Nous, nous avons pensé que le Pays Basque était un territoire qui avait sa personnalité. Plus tard, d'autres diront qu'ici il y a quelque chose de fort, c'est le sentiment d'appartenance. Nous aussi avons ce sentiment dès le départ et on s'est dit qu'il fallait qu'on construise, qu'on donne des outils à ce territoire-là, pour qu'il puisse influencer sur son destin. On dira plus tard: pour qu'il puisse maîtriser son destin, ce qui est une approche totalement différente et en tout cas qu'il ne faut pas mettre dans le même moule qu'une approche nationaliste.

On s'est dit que le fait de se sentir de quelque part ne doit pas être quelque chose dont on doit avoir honte. Certains copains d'Occitanie ou de Bretagne avaient pensé que derrière cela il y avait quelque chose de malsain, qui n'était pas noble, qui n'était pas progressiste. Et donc au nom du progressisme, au nom des valeurs de gauche, certains ont laissé tomber cet aspect-là: «Qui suis-je? d'où suis-je?» pour ne retenir de notre personnalité que celle de travailleur.

On est des travailleurs mais on n'est pas que cela, on n'est pas seulement des agents de production avec des revendications les plus radicales possibles. On est davantage que ça, on est autre chose aussi, et cette autre dimension, nous avons toujours voulu la développer, la cultiver et l'assumer, mais en faisant gaffe parce que ce sont des terrains glissants ; tout est glissant de toutes façons. D'autres ont voulu faire leur miel là-dessus, et on était bien conscients qu'il fallait éviter des dérives et ne pas se tromper de cadre .

Certains voulaient faire abstraction de tout ce qui pouvait être en dehors de la dimension de travailleur, de la dimension sociale, de classe sociale. Ceci permet de comprendre comment nous nous sommes situés ici en Pays Basque, pourquoi à un moment donné nous avons voulu cette Chambre d'agriculture.

Ceci me paraît important, peut-être que pour vous cela ne veut plus rien dire. Par exemple, j'ouvre ici encore une parenthèse : lors de la lutte au Larzac contre la volonté de l'armée de s'accaparer les terres, il y a eu toute une bagarre à laquelle nous avons participé de loin et aussi en y allant plusieurs fois. Le slogan qui a permis de gagner, qui a apporté un truc en plus, c'était « Gardarem lo Larzac », c'est-à-dire que c'était leur terre, c'était leur langue, c'était eux. Ce n'était pas seulement le fait qu'ils étaient des producteurs de lait de brebis qui n'auraient plus de terres pour produire leur lait de brebis, ce n'était pas que ça. Je pense que cette autre dimension-là leur a donné une force, une énergie, une identification, et on s'identifiait même si on n'était pas du Larzac. Ceci pour dire que ce ne sont pas des recettes que je décris là, je ne veux pas dire qu'avec ça on gagne, mais ça permet de créer une force, une énergie, une identification qui sont absolument nécessaires dans tous les combats.

S'ENGAGER DANS ... LA FNSEA

On s'est donc engagés dans la FNSEA parce qu'on voulait s'engager sur le terrain syndical mais avec nos idées, ces fameuses nouvelles idées qu'on trouvait géniales. Et on se disait que dans ce pays comme dans les autres, c'était contrôlé par un syndicat avec des valeurs de droite, de tradition, où les paysans étaient les garants de l'ordre éternel des champs dans le paysage

politique, par opposition aux salariés, par opposition à la ville qui incarnait plutôt la révolution, les rouges. Le rural et les paysans étaient les gardiens de l'ordre éternel, cela a toujours été utilisé comme ça dans le temps. Et nous, on voulait mettre un peu de désordre dans cet ordre éternel, on voulait créer autre chose, offrir autre chose.

C'est là que nous avons eu un débat essentiel, absolument nécessaire, et qui explique aussi en partie notre parcours. On avait des idées très révolutionnaires, très nouvelles, très rupturistes par rapport à ce paysage qui semblait immuable. Dans d'autres régions, des copains avaient créé des groupes, des associations de paysans-travailleurs, à l'époque où régnait le monopole syndical ; ils n'avaient pas créé de syndicat mais oui, des associations. Nous avons été séduits par cela. Nous nous sommes alors posé la question de créer notre association de paysans-travailleurs. On s'est dit que ce n'était pas aussi simple : si on créait une association, un groupe de paysans-travailleurs, avec des gens qui pensions tous pareil, et qui étions très radicaux et révolutionnaires, pensant qu'un autre monde était possible déjà dans le monde paysan, nous nous sommes demandés à quoi cela servirait si tous les gens restaient à la FNSEA, à quoi cela servirait si on restait tout seuls ? Et donc si on devait ouvrir une brèche, un nouveau chantier, il fallait qu'on ne soit pas seulement des militants - nous étions peut-être quelques dizaines de militants - mais si les milliers de paysans du Pays Basque restaient dans la maison-mère, on risquait de passer à côté.

On s'est investis à l'intérieur de la FNSEA avec laquelle on n'était d'accord sur rien, mais les paysans étaient là ; et donc on s'est investis là. On a fait du boulot là, on a fait marcher ce syndicat à fond. On l'a fait marcher dans le sens de revendications plus claires par rapport à l'agroalimentaire, aux luttes foncières etc. On a fait en gros le boulot qu'on souhaitait faire si on s'était organisés à l'extérieur, mais en étant à l'intérieur. Et donc ce qui devait arriver arriva, à un moment donné, il y a eu contradiction avec le boulot qu'on faisait avec une adhésion assez intéressante au niveau des paysans de la FNSEA qui trouvaient que finalement on avait raison et ils nous rejoignaient, ils participaient aux actions d'occupations de laiteries (les premières occupations de laiteries c'est nous qui les avons organisées à l'époque), les occupations foncières etc.

Les paysans trouvaient que, oui, c'était normal, c'était juste, et ils étaient là. À un moment donné, c'était tellement contradictoire avec la philosophie et le fond général du syndicat dans lequel on était que c'est lui-même qui nous a dénoncés, s'est désolidarisé et a dit que nous n'étions pas dans la bonne ligne. Nous avons réussi notre pari : entrer dans le syndicat qu'on ne voulait pas pour montrer que ce n'était pas le bon syndicat. Le fait qu'on soit actifs et le fait que le syndicat montre finalement son vrai visage a permis de clarifier un certain nombre de choses et de décider, au début des années 80, que nous étions prêts pour nous lancer, vu qu'effectivement ce n'était pas notre syndicat dans la théorie (nous, nous le savions déjà intellectuellement), ni dans la pratique, cela avait été démontré, et d'autres gens que nous avaient compris cela.

LA NAISSANCE D'ELB

C'est là qu'on a créé ELB qui signifie «Rassemblement ou Union des paysans du Pays Basque». Ce n'est pas un nom très révolutionnaire mais c'était un choix un peu stratégique parce qu'on savait que le slogan de la FNSEA et des conservateurs était «L'union fait la force», donc tous ceux qui pensaient différemment divisaient. On savait qu'on allait prendre ce slogan en pleine gueule. C'est pour cela qu'on a pris dans notre titre «Rassemblement (ou Union) des paysans du Pays Basque». Parce que l'union n'a de sens que si elle rassemble des gens qui ont des intérêts convergents. Rassembler des gens qui ont des intérêts opposés n'a aucun sens : cela se retourne toujours contre les plus faibles, les plus démunis.

Donc en 1982 on a créé l'instance ELB dans un contexte politique très compliqué au Pays Basque : il y avait des actions armées. Nous avons donc affronté deux tabous, deux murs : l'un consistait à casser l'unité syndicale en disant que dans l'absolu, elle n'avait aucun sens si ce n'était pas l'unité des gens qui ont les mêmes intérêts.

L'autre «tabou» consistait à s'organiser au niveau du Pays Basque. Que signifiait le fait de s'organiser au niveau du Pays Basque qui n'existait pas officiellement ? Aujourd'hui on a une Communauté d'Agglomération, un cadre juridique. À l'époque, on en était absolument loin. Aujourd'hui

pratiquement personne n'envisage de créer une association qui aurait une assise départementale : elle est soit « Béarn », soit « Pays basque » ; parce que c'est comme ça, c'est naturel, ça correspond au territoire. À l'époque, c'était le contraire.

ELB SE DÉFINIT

On s'est donc attaqué vraiment à deux fondamentaux de la chape de plomb qui dominait ce territoire. On s'est dit : « il faut qu'on clarifie les choses, qu'on explique ». Alors on a évidemment beaucoup expliqué, parce qu'on ne peut pas réussir une aventure comme ça si on n'explique pas. Expliquer, cela veut dire faire en sorte que les gens comprennent. Après, ils sont d'accord ou ils ne sont pas d'accord, ça c'est autre chose ; on ne peut pas obliger les gens à être d'accord ; mais au moins ils ont les éléments, ils comprennent.

Quand on a créé le syndicat, comme paysans, avec la dimension sociale que cela représente, les gros, les petits, les intérêts, l'agroalimentaire, les banques, une analyse extrêmement précise. Dans cette analyse, on est paysans, au Pays Basque, on est paysans ici, dans ce territoire, qui a une histoire, qui a sa culture, qui a ses problèmes, qui veut se construire etc.

On aurait pu être ailleurs, on n'a aucun mérite d'être ici. On aurait pu être ailleurs et on se serait identifiés à cet autre territoire. Ici on s'identifie à ce territoire Pays Basque, qui a une dimension politique, culturelle, qui a une partie Pays Basque de France, une autre partie Pays Basque d'Espagne ; donc on n'est pas paysan n'importe où. Et, troisième élément, on est membre de la communauté internationale : ce n'est pas parce qu'on est d'ici, qu'on revendique d'être d'ici et qu'on assume d'être d'ici que notre monde s'arrête au Pays Basque. On est membre de la communauté internationale et cette dimension a une déclinaison très forte pour nous aussi en tant que paysans. Ça nous interpelle y compris dans notre métier de paysans, de se sentir citoyens du monde ; en tant que paysans.

Si on est un paysan parmi les autres paysans du monde, ça veut dire que ça nous interpelle : comment est-on paysan par rapport aux autres paysans du monde ? Est-ce que ça nous interpelle ? En tout cas ça doit nous interpeller : doit-on continuer à produire du lait de vache ici ou nourrir nos cochons avec

du soja qui vient du Brésil ou l'arachide qui vient d'ailleurs? Doit-on utiliser la terre d'ailleurs pour nourrir nos animaux alors que dans cet ailleurs-là il y a des humains qui doivent vivre et qui ont des problèmes d'alimentation? Se sentir citoyen du monde, ça nous interpelle là-dessus. Ça nous interpelle aussi sur un autre des fondements de la FNSEA: produire pour exporter. C'est leur slogan. Produire pour exporter, on est les plus forts du monde, évidemment, ça ne se discute pas, on est les plus forts donc il faut exporter, on doit nourrir la planète. Ça nous interpelle en tant que paysans, en tant que producteurs. Et donc on s'est définis dans ces trois dimensions.

Ces trois dimensions restent toujours le repère. On a rajouté un élément important: on a dit que nos moyens d'action seront des moyens d'action non-violente. Dire cela avait un sens dans le contexte de l'époque en Pays basque. Notre ligne d'horizon sera donc des actions non-violentes pour deux raisons: d'une part pour des raisons éthiques, dans le sens où les moyens de lutte d'aujourd'hui préfigurent la société que l'on est en train de construire, et ceci est quelque chose de fondamental. Et deuxième élément: les actions violentes sont contre-productives et sont utilisées par le pouvoir pour casser la revendication ou les objectifs soutenus par une action violente.

EN PERMANENCE SUR LA LIGNE DE CRÊTE

Donc le décor est clair, les choses sont bien bordées, on commence notre travail syndical. La vie militante et les terrains d'investissement sont toujours compliqués. Sur beaucoup de choses on est sur la ligne de crête, je pense que vous le savez ou vous le saurez; c'est toujours des équilibres. On est toujours en équilibre, on doit toujours conjuguer des choses qui pourraient paraître contradictoires ou opposées. Donc on a par exemple toujours veillé à être du Pays Basque, à s'investir au niveau du Pays Basque, mais pas qu'au Pays Basque. C'est pour cela qu'on a adhéré à la Confédération Paysanne au niveau national, à la Confédération Paysanne Internationale qui aujourd'hui est connue sous le nom de Via Campesina. On est d'ici, mais pas que d'ici. Et cela aussi c'est un équilibre: si on s'investit trop dans l'un, c'est au détriment de l'autre; ce sont un peu des vases communicants.

On est aussi paysans et citoyens: on est une organisation syndicale et on

se revendique aussi comme une organisation professionnelle, c'est-à-dire qu'on a des intérêts propres à notre profession. Mais, si on pousse ce volet trop loin, ça pourrait vouloir dire qu'on pourrait aboutir à du corporatisme. Donc on est professionnels mais on est aussi mouvement social. C'est pour cela que ELB a fait partie d'un mouvement social qui s'appelle BATERA et qui a revendiqué d'autres éléments comme la co-officialisation de la langue basque, une institution pour le Pays Basque etc. C'est pour cela que nous avons participé à des luttes de soutien à des salariés en grève comme à Pechiney. Donc paysans et citoyens aussi : nous avons toujours mis ces deux éléments en avant.

Il y a aussi une autre double référence qu'on a essayé de cultiver tout le temps, celle de l'agriculture et de la société qu'on veut créer, l'agriculture étant une déclinaison de la société à laquelle on aspire sur notre terrain. Il y a le combat politique, syndical, je revendique des droits, des prix, une protection etc. par rapport à la banque, à l'agroalimentaire, aux cumulards ou par rapport aux politiques agricoles, par rapport à l'Europe etc. c'est le travail syndical. Il y a aussi un autre terrain qui demande qu'on s'y investisse, c'est le terrain qu'on appelle celui du développement, c'est-à-dire la construction d'alternatives. Il faut les deux, car quand on mène un combat politique, c'est pour obtenir un autre cadre politique. Mais en attendant que se mette en place cet autre cadre politique, en attendant qu'on obtienne gain de cause, il faut qu'on vive. Et nous ce que l'on veut c'est continuer à maintenir un Pays Basque avec des paysans nombreux etc. Mais en attendant que des décisions plus favorables soient prises, il faut vivre. Il faut donc trouver des alternatives ; des systèmes d'attente, qui sont peut-être provisoires, mais en tout cas qui permettent aux paysans, ici et maintenant, de vivre, et de vivre le mieux possible.

En plus il faut que ces systèmes, ces alternatives que l'on crée, non seulement nous permettent de vivre mais aussi soient la préfiguration du type d'agriculture qu'on veut pour demain. Il faut donc que les systèmes d'alternatives que l'on crée soient respectueux de la terre, contrôlés par les paysans, les plus justes possibles au niveau de la rémunération etc. Il y a donc les deux, et les deux sont nécessaires . Ceci est un débat permanent que j'ai vécu au niveau national quand j'étais à la Confédération Paysanne. Il y a souvent conflit ou débat entre les deux ; et ce qu'il est important de

comprendre, ceci rejoint cette dialectique de pragmatisme/radicalisme. Je sais que vous êtes dans ces mêmes débats et réflexions. Il faut qu'il y ait l'utopie, il faut qu'il y ait la revendication mais il faut aussi prendre en compte la réalité d'aujourd'hui, dans laquelle il faut créer et construire. Il ne suffit pas de revendiquer, en tout cas dans notre espace.

CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES

Ces deux points-là ont été vraiment réfléchis, approfondis, et on a toujours essayé de construire des alternatives. Certes nous ne sommes pas parfaits, il ne faut pas non plus faire un mythe de notre histoire ou de ce que nous sommes, mais nous avons essayé de construire des alternatives: un GFA mutuel qui aujourd'hui est Lurzaindia, notre Terre de Liens à nous . Le GFA mutuel était fait pour essayer de maîtriser le foncier, acheter une exploitation quand un fermier était expulsé: on achetait collectivement une exploitation pour reloger le fermier. Il y a eu toute une histoire propre à cela. C'étaient donc des alternatives. On savait qu'avec le GFA mutuel on ne pouvait pas régler l'ensemble du problème foncier qui est beaucoup plus compliqué, beaucoup plus politique, mais en attendant il faut trouver des solutions pour des situations concrètes.

Nous avons aussi créé une association de producteurs fermiers, connue aujourd'hui sous le nom de IDOKI, parce que cela correspond à des alternatives pour des gens qui peut-être n'ont pas d'exploitation suffisamment solide, qui sont menacés par l'agroalimentaire. Elle leur permet de vendre directement et faire de la valeur ajoutée, pour pouvoir vivre ici et maintenant. Nous avons donc créé cette association de producteurs fermiers avec un cahier des charges rigoureux, parce qu'on peut faire de la production fermière de façon intensive et industrielle, alors que là nous voulions de la production fermière paysanne et durable. Même chose pour la bio: nous avons créé une association pour développer l'agriculture bio paysanne.

C'est dans ce cadre-là que nous avons pensé qu'il fallait créer aussi une Chambre d'Agriculture en Pays Basque. Pourquoi en Pays Basque? Pourquoi cela a pris une telle importance? Parce que lorsqu'on a créé le syndicat ELB, on l'a créé au niveau du Pays Basque mais après on s'est investis au niveau

départemental, au niveau de la Chambre d'agriculture départementale . Il y a eu conflit évidemment, parce qu'on avait des projets différents. Il y a eu des désaccords, des ruptures... Tous les six ans il y a des élections au niveau de la Chambre d'Agriculture, des élections professionnelles, et tous les six ans notre syndicat augmentait. C'est-à-dire que plus on entraînait en conflit sur l'orientation de l'agriculture dans le cadre départemental qui est un lieu de pouvoir au niveau agricole, plus on progressait en voix.

LA REVENDICATION D'UNE CHAMBRE D'AGRICULTURE DU PAYS BASQUE

Au niveau agricole, il y avait trois lieux de pouvoir: l'Europe, l'État et le Département. Maintenant cela change un peu avec la Région qui a pris de l'importance. Dorénavant ce sera davantage l'Europe, la Région et les Communautés d'Agglomération qui vont prendre de l'importance.

Le désaccord était de plus en plus flagrant avec la Chambre d'agriculture, notre score augmentait et celui de la FDSEA baissait au niveau du Pays Basque. Nous nous sommes donc dits que cette Chambre n'était pas la nôtre, comme nous nous étions dits bien avant déjà que ce syndicat n'était pas le nôtre, qu'il fallait en créer un autre.

Nous nous sommes dits aussi que la Chambre d'agriculture départementale était pour une agriculture productiviste, intensive, exportatrice. Le modèle est toujours la quantité, ce n'est jamais la qualité, ni la valeur ajoutée, ce n'est jamais la dimension sociale, environnementale etc. donc il fallait autre chose ; et nous avons développé l'idée d'une Chambre d'Agriculture en Pays Basque, d'abord sous forme de revendication.

Il nous faut une Chambre d'Agriculture en Pays Basque pour plusieurs raisons: parce qu'il nous faut un autre type d'agriculture que l'agriculture productiviste, parce qu'elle correspond au territoire d'ici, de petites fermes, en montagne, des surfaces plutôt en herbe, ce n'est pas la grosse céréaliculture. Et puis il y avait aussi le fait qu'une Chambre d'agriculture est une instance institutionnelle, un établissement public. Et pour ce Pays Basque qui n'existait pas, qui n'avait aucune reconnaissance institutionnelle, aucun cadre public, le fait de lui donner une Chambre d'Agriculture lui conférerait un premier

niveau de reconnaissance ; c'est parce qu'on voulait que ce territoire existe qu'on a revendiqué la création de la Chambre d'Agriculture du Pays Basque. En gros nous avons démarré la revendication en 1995 et la Chambre a démarré en 2005. Il y a donc eu dix années durant lesquelles on a revendiqué. Mais on n'a pas fait que ça ; on a continué à bosser, le syndicat a continué à travailler sur l'ensemble de ses chantiers et à un moment donné, on a rajouté cette idée de Chambre d'agriculture.

On s'est dit que si cette revendication de Chambre d'agriculture était portée seulement par les paysans, elle aurait du mal à avancer. Il fallait qu'on explique à l'ensemble de la société que ça les concernait, parce que derrière la Chambre d'agriculture, c'est le type d'agriculture, et donc c'est le paysage, la qualité de l'air, de l'eau, la biodiversité, et cela concerne tout le monde. Donc si on revendique une Chambre d'agriculture du Pays Basque, c'est avec ce contenu. Ce n'est pas une maison de plus.

Nous avons fait un gros travail d'explication aux consommateurs, aux environnementalistes, aux associations diverses, aux syndicats de salariés et aux élus ; nous avons beaucoup travaillé avec les élus pour leur expliquer que cette revendication concernait tout le territoire, et nous leur demandions d'en être partenaires, pas seulement de la soutenir mais d'en être acteurs, de façon à ce qu'on fasse le projet ensemble.

Pendant ce temps, nous avons continué le travail syndical classique, et par rapport à la revendication, nous avons soufflé un peu le chaud et le froid, nous avons mené des actions fortes d'occupations, de blocages et autres, et beaucoup d'actions de pédagogie. Et c'est le fait d'avoir fait beaucoup de pédagogie qui a aussi suscité l'adhésion des gens et fait naître ce mouvement important plus tard lors de la création de la Chambre d'agriculture alternative du Pays Basque.

La revendication a failli aboutir. En effet nous avons été reçus à Matignon par les conseillers agricoles du Premier Ministre Lionel Jospin en 2002, c'est allé très loin, très fort, et puis il y a eu refus. Il y avait des forces contraires qui ont fait qu'il n'y a pas eu d'accord, nous n'avons pas eu satisfaction. Nous avons alors créé un mouvement social très important, paysan mais aussi au-delà du monde paysan.

POINT CRITIQUE

Là on s'est posé la question : comment on fait ? Moi, je considère que les revendications suivent des courbes ; à un moment donné la courbe monte, il y a du soutien, on crée l'adhésion, et puis la courbe atteint un certain niveau, et on fait en sorte que ce niveau soit le plus haut possible. Mais on sait aussi que ce niveau n'est pas éternel, à un moment donné la courbe commence à baisser, soit parce qu'on a obtenu satisfaction et alors c'est bon, soit parce qu'on n'obtient pas satisfaction et qu'on commence à perdre espoir, on se démobilise et la courbe baisse.

Il y a une courbe de la revendication que moi j'imagine comme cela. J'ai pu le vérifier de façon concrète, c'est à partir de ce que j'ai vécu que je raconte ça. On s'est dit que là on était au sommet, et que si on n'arrivait pas à obtenir satisfaction, on allait baisser. Et après il y a peut-être d'autres cycles qui viennent, mais remonter la pente est extrêmement dur. Donc si on peut faire quelque chose quand on est au sommet, il faut le faire.

Là on s'est demandé comment faire pour capitaliser toute cette énergie, comment capter cette énergie pour la transformer. Puisqu'on nous refuse cette Chambre d'agriculture, c'est là que l'idée est venue. On était dans la logique de la non-violence, mais aussi de la désobéissance civile et on cherchait de ce côté-là : nous avons une fête d'ELB en 2003 aux Aldudes, l'invité était José Bové, et cette revendication de Chambre d'agriculture était vraiment l'actualité, toute la presse en parlait, pas seulement le monde paysan, c'était vraiment le gros sujet : allait-on enfin gagner quelque chose d'énorme ?

On en a alors discuté avec José Bové et on a fait le parallèle avec le Larzac. José nous a dit : « il faut faire ce qu'on a fait au Larzac avec la bergerie de la Blaquièrre ». Je ne sais pas si vous connaissez l'histoire du Larzac : ils avaient construit une bergerie illégale sur les terres de l'armée, avec des gens venus de partout, le chantier était organisé, le message était : ceci va rester terre agricole. Cette bergerie de La Blaquièrre est devenue un lieu de pèlerinage. José Bové nous avait dit : « vous organisez des chantiers avec des artisans qui seront d'accord et chaque chantier sera un événement politique : monter les murs etc. », on s'est dit que cela pouvait être une piste. Et puis José Bové est parti après avoir semé ses idées en passant, idées qui correspondaient à nos réflexions. En même temps le mouvement BATERA réfléchissait aussi.

On était sur ce mouvement d'actions de désobéissance et on se demandait comment contourner cet obstacle, cet État dans l'État qu'est l'agriculture avec ses colonnes qui verrouillaient tout. Donc ce message nous correspondait en gros mais ne nous satisfaisait pas totalement: en reprenant la réflexion, on s'est dit que ce n'était pas une maison qu'on devait créer, mais plutôt ce que notre maison contiendrait. On s'est dit: «il nous faut créer la structure, et pour ce qui est de la maison on verra après.» On pourrait organiser un mouvement très fort de solidarité autour d'un chantier pendant deux ans ; on pourrait construire cette belle maison ; mais après? Créons d'abord la Chambre d'Agriculture.

L'ULTIMATUM FONDATEUR

C'est une assemblée générale extraordinaire de ELB en 2003, qui a voté à bulletins secrets la délibération suivante: «Si l'État ne donne pas satisfaction sur la création d'une Chambre d'agriculture du Pays Basque, ELB va la créer dans un an.» On s'est dit que c'était cela qu'on devait faire et qu'on verrait ensuite où on logerait, c'était le contenu qui comptait.

Nous avons donc lancé ce pari fou, on a mis en place des groupes de travail: paysans, consommateurs, producteurs bio, producteurs fermiers. Ces structures étaient déjà créées mais c'étaient des structures ponctuelles sur des problématiques spécifiques ; la Chambre qu'on voulait créer était transversale, elle traiterait de l'ensemble des problématiques qui concernent le rural, l'agriculture etc.

On a mis en place les groupes de travail sur le projet, sur l'organisation, sur la composition, sur le financement etc. Les discussions étaient très riches et on rendait public régulièrement l'état d'avancement de nos réflexions sur les axes de travail, la composition de la nouvelle structure etc. Dans le prolongement de nos bagarres et des repères qu'on s'était donnés, on s'est dit qu'on était paysans mais aussi citoyens, que les questions agricoles n'étaient pas que des questions de paysans, qu'on avait trop souffert du corporatisme, que les questions agricoles comme l'alimentation, le paysage, l'environnement concernaient l'ensemble de la société. Donc il fallait que l'ensemble de la société soit dans l'organigramme de la Chambre d'Agriculture qu'on allait créer.

Nous en rendions compte régulièrement et le délai fatidique de un an que nous nous étions fixés allait bientôt expirer, nous étions en fin 2004. Il se trouve que nous avons un lien très particulier avec le syndicat ouvrier ELA du Pays Basque Sud qui est le syndicat majoritaire avec ses 110 000 adhérents, et que nous avons connu, ainsi que le syndicat LAB (ELA et LAB étant les deux principaux syndicats), mais aussi d'autres syndicats catégoriels d'enseignants, de routiers, etc. Nous avons connu ELA notamment au moment d'une trêve de la lutte armée d'ETA, trêve qu'on appelait Lizarra-Garazi, trêve de 14 ou 15 mois pendant laquelle ETA avait arrêté, provisoirement malheureusement, ses actions armées. Il y avait eu tentative, qui avait bien fonctionné d'ailleurs, de faire en sorte que les forces sociales, les forces citoyennes occupent le terrain, prennent la main dans la construction du Pays Basque. C'est à ce moment-là que nous avons connu ELA, et que nous avons conclu très fortement que beaucoup de choses fondamentales nous rapprochaient et qu'il y avait affinité sur nos analyses. Alors que la date limite que nous nous étions fixés approchait, ELA est venu nous voir et nous a dit: «Le combat que vous menez, ce combat de désobéissance, d'affrontement avec l'État, est exemplaire pour nous, il préfigure le combat qu'on doit mener et qui doit remplacer le combat militaire». Et donc pour soutenir notre revendication et pour nous dire combien ils adhéraient à notre démarche, ils nous ont dit: «Nous allons vous acheter le local ; vous choisissez le local que vous voulez, là où vous voulez, nous allons l'acheter et le mettre à votre disposition!». C'était vraiment un renfort de poids, alors que nous n'avions pas encore pensé au local! Nous avons surtout réfléchi au contenu de la structure, pas encore au local. Mais il est vrai que dès qu'on a un local, on donne corps à notre action. Nous avons beaucoup travaillé l'esprit, l'âme et la pensée, mais avec le local on lui donnait corps, et ce qui se voit c'est le corps. Cela a donc été un soutien extrêmement important, un des éléments décisifs ; je pense que s'il n'y avait pas eu cela, il y aurait eu une histoire différente, mais il y aurait eu une histoire quand même .

CONFRONTATION DÉMOCRATIQUE

Cela correspondait à ce que ELA avait théorisé : c'était la confrontation démocratique. Il faut qu'il y ait confrontation ; c'est normal ; la vie est faite de confrontations : confrontations d'intérêts, de projets de société etc. mais il faut que la confrontation soit démocratique. ELA nous a dit : « Vous, avec le combat que vous menez, vous êtes l'illustration de cette confrontation démocratique donc on vous soutient, et on vous soutient publiquement ».

On avait donc le local, le projet était prêt, on était prêts à démarrer, on a envoyé les invitations etc. Ensuite toute une histoire démarre. Le Préfet nous dit : « Attention, si vous faites ça, vous êtes dans l'illégalité, je vous attaque au tribunal etc. »... Je passe sur les détails et ainsi ça fera une heure de gagnée dans mon exposé !

On crée donc effectivement la structure en travaillant beaucoup avec des juristes pour essayer de prêter le moins possible le flanc aux éventuelles attaques, on travaille les statuts et on décide d'appeler cela « Chambre d'agriculture du Pays Basque », mais en basque, parce qu'on savait que l'expression « Chambre d'agriculture » était protégée par le code rural.

On a donc créé la structure en prenant des précautions. Ensuite on est entrés dans une période de 2 ou 3 ans de conflit juridique, de tribunaux en tribunaux. Il y a eu des tentatives pour nous illégaler parce que le Préfet considérait qu'on créait de la confusion avec un établissement public et que donc les gens pouvaient penser qu'il y avait deux Chambres d'agriculture. Nous leur répondions que non, que cela n'avait jamais été notre intention, et que si les gens pensaient cela, ils se trompaient ; nous, nous n'avions jamais pensé à ça !

Nous leur avons expliqué que notre projet c'était autre chose, que c'était une association, que le nom choisi signifiait certes « Chambre d'agriculture du Pays Basque » mais que c'était en basque et que l'État français ne comprenait pas le basque, que la langue basque n'était pas officielle, et qu'elle ne peut pas être officielle quand il s'agit de condamner et non officielle par ailleurs, elle est officielle ou elle ne l'est pas.

Donc finalement nous avons gagné. L'État a fait appel, il y eu de très fortes mobilisations, les précurseurs de Bizi! nous ont beaucoup soutenus, nous avons passé 3 ans au tribunal administratif, pénal etc. Nous avons gagné tous

les procès, nous en avons eu une dizaine, et cela nous a permis de continuer à travailler.

Vous dites qu'on a réussi, qu'on a gagné: ce n'est jamais gagné, un combat n'est jamais perdu et il n'est jamais gagné. Pour l'instant, on tient la trajectoire, on est dans la progression mais on reste toujours fragiles parce qu'on n'est pas seuls dans le paysage, il y a des intérêts contraires, et chaque jour doit nous consolider, nous conforter. Donc il ne faut jamais se dire que c'est gagné parce qu'après on baisse d'un cran, on entre dans la gestion, dans la routine et on risque de se faire avoir. Il y a alors le risque qu'on devienne ce qu'on ne voulait pas être. Il faut donc toujours être en tension.

Vous dites qu'on a réussi, mais cela s'est réalisé grâce à tout ce qu'on avait fait avant: toute notre identité, que l'on avait construite, tout le travail de terrain, de pédagogie en même temps que d'actions fortes, toute cette complémentarité avec des stratégies différentes, le fait d'avoir choisi dès le départ d'être toujours dans l'explication par rapport aux paysans mais aussi par rapport aux élus. On a toujours considéré que les élus étaient des acteurs importants parce que, malgré tout, pour un pouvoir politique, pour un pouvoir en place, les premiers représentants de la société sont les élus, et il faut qu'il y ait cohérence: l'un des problèmes qu'il faut éviter au maximum mais qu'on ne peut pas éviter totalement, c'est qu'il y ait déconnexion entre le message des élus et les citoyens.

C'est tout le travail qu'on a fourni qui a fait que nous étions suffisamment forts pour lancer le défi, pour affronter le Préfet, pour affronter l'État au tribunal, car nous avons gagné au tribunal sur des arguments juridiques mais aussi sur la force que nous représentions. Certaines choses ne sont pas strictement juridiques mais ont un impact sur le juridique: les procureurs et les juges ne sont pas des extra-terrestres, ils vivent là, ils sont habités par la dimension juridique mais pas seulement, tout a une importance, je ne suis pas capable de dire dans quelle proportion mais tout cela est important.

EUSKAL HERRIKO LABORANTZA GANBARA

Le fait surtout que les citoyens, la société, les mouvements autres que paysans soient dans la barque a été important. Et toujours dans la lignée de ce que je

disais, l'objet de notre action était de développer et promouvoir l'agriculture paysanne, c'est-à-dire l'agriculture durable. Aujourd'hui on parle davantage d'agroécologie paysanne. Comme on ne pouvait pas créer d'établissement public, nous voulions faire en sorte que l'association que nous venions de créer soit perçue comme un établissement public, c'est-à-dire comme une véritable Chambre d'agriculture.

C'est un combat qu'on a mené et qu'on a gagné parce qu'on a eu aussi la chance que la Chambre d'agriculture départementale n'ait pas été très intelligente, elle nous a tapé dessus, elle s'est associée au Préfet pour être partie civile etc. Tout cela n'a pas été bien pris par les paysans.

Aujourd'hui nous sommes une structure, avec 15 ans d'existence. Nous sommes une structure qui est importante, qui compte : pour les gens, et ce n'est pas moi qui le dis, il y a deux Chambres d'agriculture, une départementale et une du Pays Basque.

Effectivement, nous avons des statuts différents mais cela ne change absolument rien, nous avons tous les agréments de la Chambre départementale pour les diagnostics énergétiques, environnementaux, climatiques, l'installation des jeunes, les mises aux normes etc. on a tout !

On travaille toujours sur deux niveaux : on fait d'une part du service aux paysans, par exemple aider à remplir les dossiers PAC etc. ce qui n'est pas vraiment quelque chose de très politique, mais on le fait parce que c'est important, parce que certains paysans se font avoir parce qu'ils ne savent pas comment remplir les dossiers parce que c'est très compliqué. Ce n'est pas parce que les paysans sont bêtes mais c'est parce qu'on a affaire à une usine à gaz. La PAC est une usine à gaz extrêmement complexe, et donc il faut accompagner.

On fait donc d'une part du service, y compris du service juridique, mais on fait aussi quelque chose de fondamental qui porte le type d'agriculture pour lequel on a créé cette instance. Ce type d'agriculture, c'est des systèmes de production qui sont plus économes en eau, en intrants etc. C'est les rotations plutôt que les monocultures. Nous avons fait par exemple tout un travail pour modifier la monoculture du maïs sur un territoire autour de Saint-Palais pour mettre des rotations, des cultures associées, pour sortir des systèmes d'irrigation et aller vers des systèmes moins nécessiteux en eau, qui sont

autonomes, qui n'ont pas besoin d'irrigation. Ce sont donc des choses fortes. On continue aussi à développer et à créer des filières locales qui s'inscrivent dans la création de valeur ajoutée localement avec des groupes de paysans, on essaie de relocaliser les circuits de la production à la consommation etc. en prenant le temps nécessaire, on essaie d'organiser l'autosuffisance alimentaire de notre territoire, de faire consommer localement ce qu'on produit localement. Mais aussi, et c'est un des chantiers d'aujourd'hui, on essaie de produire localement ce qui est consommé localement, ce qui est autre chose. Par exemple on a un gros déficit en protéines végétales que ce soit pour l'alimentation, animale ou humaine, il faut donc qu'on essaie d'en produire. On est aussi grandement déficitaires en produits maraîchers et fruits et on essaie de les produire. Cela ne veut pas dire qu'on veut être autarcique et qu'on n'a plus besoin des autres mais ça rejoint les questions d'autonomie, cela a un impact climatique, énergétique. Cela a un impact politique aussi, parce que plus on localise les choses, plus on organise les choses sur le territoire, les systèmes de production et les circuits, plus on s'accapare le pouvoir, car le pouvoir suit l'économie.

Quand l'économie suit des circuits longs qui dépassent notre territoire et qui peuvent aller jusqu'à l'international, le pouvoir politique qui organise, qui contrôle et qui décide cela évidemment n'est pas du territoire, il est ailleurs. Et quand on remet au niveau du territoire un circuit économique, une organisation économique, qu'on organise donc une relocalisation, on remet sur ce territoire des systèmes de décision : on décide le prix, on décide le comment etc. C'est ce qui se passe quand on fait le blé du pays, le pain du pays, la viande du pays (Herriko ogia ; Herriko haragia) etc. On fixe les prix et on voit où va cette production, on se réapproprie le pouvoir. Le pouvoir suit toujours l'économie ; et quand l'économie est contrôlée au niveau international par la finance, c'est la finance qui a le pouvoir. On ne peut pas laisser partir l'économie et dire qu'on veut décider, avoir notre mot à dire : dans ce cas on n'a pas notre mot à dire.

Un dernier mot pour dire qu'on n'est pas trop mécontent de nous parce qu'aujourd'hui on installe la moitié des jeunes du Pays Basque, c'est quand même important. On n'a jamais fait de grosse opération de communication mais un jeune sur deux passe chez nous pour s'installer, parmi eux les deux

tiers sont des Hors Cadres Familiaux, c'est-à-dire des filles ou des gars qui veulent être paysans, qui n'ont pas de ferme, qui ne sont pas fils ou filles de paysans mais qui viennent ici nous dire qu'ils ont envie d'être paysans.

LA BATAILLE CONTINUE

Cela veut dire qu'on est une référence, qu'on est non seulement connus mais aussi reconnus, et on veut continuer. Vous savez qu'il y a des forces contraires dans l'agriculture comme ailleurs certainement. Il y a des intérêts, il y a l'agroalimentaire, les banques, il y a l'agriculture industrielle, intensive. Celle-ci est beaucoup plus forte ailleurs qu'ici mais ici aussi elle existe: schématiquement, 10 à 15% des paysans du Pays Basque sont sur des schémas ultra-intensifs, ultra-industriels, 10 à 15% des paysans sont dans des schémas d'excellence, bio à 200%, circuits courts etc. et d'après nous 70% des paysans au moins sont entre les deux. Et ce sont ces 70% qui nous intéressent. On n'est pas la Chambre d'agriculture de ceux qui sont arrivés, ceux-là doivent continuer à s'organiser, à se doter d'outils, à communiquer, à vulgariser. Mais là où on va gagner ou perdre la bataille, c'est sur ces 70% car si on ne leur propose pas une évolution, des alternatives, des moyens pour aller vers le pôle durable, les autres forces sont en action, en attraction pour les tirer vers le pôle industriel intensif.

Les deux éléments d'attractivité des deux pôles sont, d'une part, un élément idéologique: «je suis le meilleur, je suis le plus beau etc.»; il y a des systèmes de valeurs, certains sont pour le productivisme, c'est un système de valeurs. On peut ne pas en comprendre la raison mais il y a des éléments idéologiques qui font que les gens vont vers un pôle donné même si ce n'est pas leur intérêt. Et puis il y a la dimension technique, l'attractivité technique: le système en face joue son attractivité aussi sur les nouvelles technologies, la robotisation, l'intelligence artificielle etc. Il développe tout un arsenal pour donner envie. Il nous faut donc également développer tout un arsenal technique, pas sur le même plan, mais pour donner envie aussi: il nous faut montrer que le système pour lequel nous travaillons apporte davantage d'autonomie, de plaisir, de satisfaction parce qu'on maîtrise davantage les choses. Il nous faut donc développer des éléments concrets, des systèmes de production concrets

sur les fermes, qui le montrent. On ne peut pas plaider pour des systèmes qui seraient trop gourmands en main d'œuvre etc.

Question: D'abord je suis en admiration devant ce que vous avez réussi à faire, ce pied de nez au Système et à l'État. Combien étiez-vous au départ de cette initiative, combien avez-vous travaillé, et maintenant combien de salariés avez-vous dans la structure ?

Mixel Berhocoirigoin: Nous étions 40 ou 50 personnes au départ, il y avait aussi déjà des gens dans les associations que nous avons créées : producteurs fermiers, producteurs bio etc. Il y avait aussi des personnes non paysannes. Ensuite lorsque la structure a été créée, cela a été plus compliqué car il fallait faire fonctionner les nouvelles structures. Il y avait ELB, la Chambre d'agriculture est la fille d'ELB, mais il ne faut pas tuer la mère pour faire vivre la fille. Il a donc fallu se répartir les forces, continuer à travailler pour ELB, pour le faire vivre, et aussi que les gens fassent vivre la nouvelle structure.

Les personnes qui nous sommes investies dans cette nouvelle structure, avons été moins présentes à ELB, même si nous avons continué à y travailler dans la mesure du possible en participant à certaines commissions. Mais ceci revenait à enlever quelques pistons au moteur de ELB pour faire fonctionner l'autre moteur. Ceci a été un peu compliqué parce qu'il y a eu le sentiment, au début, qu'ELB se retrouvait affaibli par le fait qu'il fallait faire fonctionner la nouvelle structure. Il y a eu un temps un peu compliqué mais ensuite ELB a repris son envol.

C'est ce qui se produit chaque fois qu'on crée de nouvelles structures. Depuis, nous avons créé une structure particulière pour aider les jeunes à s'installer, des couveuses et autres. Chaque fois qu'on crée une nouvelle structure pour répondre à un besoin sur le terrain, cela ressemble à des cellules qui se divisent car ce sont des gens déjà investis qui créent cela. Il y a aussi un côté positif car chaque fois qu'on crée quelque chose, de nouvelles personnes s'identifient au nouveau projet et adhèrent. Donc globalement, au départ il y avait une structure et ensuite il y en a eu quatre. Pour chacune des structures, ce n'est pas le stock de militants du départ divisé par quatre, mais ce n'est pas non plus quatre fois le nombre de personnes du départ.

Globalement nous sommes plus nombreux, mais nous devons faire fonctionner davantage de structures et il faut reconnaître que nous sommes un peu justes dans chacune des structures. On arrive pour l'instant à faire en sorte que dans chacune des structures il y ait quand-même suffisamment de gens pour la faire fonctionner, avancer et pour faire le boulot, il faut vraiment veiller à cela. Mais on ne fait pas ça en claquant des doigts ; et c'est aussi un défi. Par exemple, on a créé Lurzaindia qui correspond à Terre De Liens en Pays Basque. Lurzaindia ne marche pas tout seul: certaines personnes nouvelles sont venues parce que très intéressées par la question foncière, l'idée de terre nourricière, mais cela a aussi capté des gens qui travaillaient dans des structures existantes et qui y ont un peu levé le pied parce qu'il fallait faire fonctionner la nouvelle structure. Mais je pense que nous ne sommes pas les seuls à être confrontés à cela.

Quant au nombre de salariés: nous sommes dans une bonne situation en termes de capacité de travail, avec 20 salariés et un budget d'un million d'euros, dont environ 180 000 euros de dons de personnes physiques essentiellement et aussi de quelques personnes morales, et ceci est essentiel, car 180 000 euros représentent 5 ou 6 salariés, c'est-à-dire 5 chantiers que nous devrions alléger sans cet apport ; il serait dramatique de devoir abandonner certaines actions.

Question: Tu es passé très vite sur la période des procès mais cela a été toute une phase de mobilisation populaire avec toute une campagne de communication, avec un travail pour obtenir des soutiens, avec des rassemblements, des manifestations (quand nous avons organisé les procès des faucheurs de chaises et ensuite des décrocheurs de portraits, nous avons copié beaucoup de choses des procès de Laborantza Ganbara au niveau de la scénographie, de la haie d'honneur etc... nous avons pris cela comme modèle). Ce que j'avais compris c'est que tout ce travail de mobilisation autour des procès n'a pas seulement servi à la défense du projet face à l'attaque de l'État mais que cela a aussi renforcé le projet lui-même en élargissant son audience, en le rendant plus lisible, plus audible, vu que tu disais qu'il fallait que ce soit un projet approprié au-delà du cercle des paysans. Voici ma question: cela avait-il été anticipé? Parce que ce projet, tel

qu'il avait été pensé, était un projet d'alternative mais qui allait se mettre en place avec une démarche de désobéissance civile dont on pouvait anticiper qu'elle allait créer ce type de conflit. Y avait-il donc dès le départ ce pari que cette démarche de désobéissance civile allait créer ce conflit et que cela permettrait de renforcer le projet ?

Mixel Berhocoirigoin: Nous n'avions pas forcément vu par avance le film des événements qui suivraient, mais nous sentions bien que nous changions d'échelle, que nous entrions dans une autre stratégie, que nous affrontions l'État. Nous en avons vraiment conscience. Je me souviens que lors de l'assemblée générale constitutive de la Chambre, alors que le Préfet avait déjà annoncé qu'il allait sévir si nous allions jusqu'au bout, la création de la Chambre a été une journée extraordinaire, une foule énorme, des messages etc. mais avant cela, nous savions que nous changions de terrain, et qu'à partir du moment où nous avons annoncé que si l'État ne mettait pas cette Chambre en place, nous allions la mettre en place, nous savions que nous étions là dans une responsabilité nouvelle, que nous avons fait monter les enchères et que nous n'avions pas droit à l'erreur.

Certains disent que la devise de l'armée est de continuer à tirer pour faire croire qu'on a des munitions. Nous n'étions pas à nous dire que nous allions lancer ce défi parce que cela nous donnerait de l'oxygène pour un an de plus, et ensuite on verrait ! Nous n'étions pas dans ce schéma-là. Il y a eu beaucoup de discussions, beaucoup d'hésitations aussi, et nous avons formalisé cela par une AG. Sans savoir ce qui allait venir, on sentait que là on changeait de nature de combat, on changeait de terrain, d'élément symbolique, on changeait de dimension ; on savait que l'on avait obligation de réussir. On n'était pas là en train de jouer les prolongations d'un combat, on devait réussir, on entrait dans une phase où il fallait qu'on réussisse.

Ce qui nous a beaucoup étonnés, c'est qu'on s'attendait à ce que ça réagisse bien avant. Le Préfet a réagi 8 jours avant, quand les médias ont annoncé qu'ELA achetait le local pour nous et ont publié des photos du local. Je pense même que ni le Préfet, ni les RG, ni la Chambre départementale n'avaient cru qu'on allait passer à l'acte. Ils se sont dit que nous faisons de la com, que nous jouions au bluff. C'est quand ils ont vu physiquement que le local était

là et qu'ils ont constaté qu'on avait envoyé les invitations à l'inauguration -notamment au sous-Préfet de Bayonne qui était notre interlocuteur, même si sur beaucoup de sujets on n'était pas d'accord avec lui- c'est alors que le Préfet a réagi.

Je pense que jusque-là ils ne nous avaient pas pris au sérieux, ils s'étaient dit que nous n'en étions pas capables ; sinon on ne comprend pas ; on s'attendait à ce qu'ils réagissent avant. On avait là le pressentiment qu'on changeait d'échelle, on n'était pas là dans l'addition ni la multiplication, on était dans la puissance, ce n'était pas $10+10$, c'était 10 puissance 10 . Nous avons fait énormément de travail d'explication en disant qu'il fallait qu'on gagne et en expliquant pourquoi il fallait qu'on gagne. J'ai passé trop de temps certainement à vous expliquer toute la partie antérieure, mais une action à un moment donné devient visible, et c'est grâce à tout ce qu'il y a eu auparavant qu'elle réussit un jour.

Ce n'est jamais spontané, il faut du temps. Je pense que nous avons fait énormément de pédagogie et que nous avons été assez bons sur cette complémentarité « actions fortes/pédagogie ». Quand le Préfet m'a dit par fax un vendredi soir qu'il engagerait des poursuites pénales si nous allions jusqu'au bout, le lundi qui suivait nous avons fait une conférence de presse avec ELB et l'association des Maires du Pays Basque pour dire ce que le Préfet nous avait envoyé et expliquer à nouveau notre démarche ; et là ça dépassait la question agricole. On ne peut pas humilier un mouvement, on ne peut pas le mépriser, on ne peut pas ne pas le prendre en compte, ce n'était pas qu'une question agricole.

Il y a eu ensuite les procès qui ont eu un impact énorme. Il y a vraiment eu là un mouvement social. Samedi dernier nous avons le 15ème anniversaire, toujours avec beaucoup de monde, beaucoup d'ambiance, on sentait une force. Une personne, qui n'est pas paysanne mais qui s'était beaucoup impliquée au moment des procès et dans la campagne, m'a dit : « Je ne sais pas s'il y aurait eu autant de monde aujourd'hui s'il n'y avait pas eu les procès, tout le boulot qui a été fait et tous les messages qui sont passés au moment des procès ». Je pense qu'il avait certainement raison.

Cependant il faut que la structure qu'on a créée produise en même temps concrètement des choses ; on ne peut pas vivre longtemps en disant : « On

est en bagarre avec l'État, il faut nous soutenir, on est l'alternative, on est réprimés etc.» Cela va un moment, mais on ne peut pas vivre longtemps comme ça, on ne peut pas vivre des années comme ça. Si les gens doivent nous soutenir, doivent soutenir cette Chambre, c'est parce qu'au-delà de l'adhésion idéologique, militante etc. à un moment donné, il y a le moment de vérité où les gens se demandent : « Que produit cette instance finalement ? Produit-elle ce qu'on espérait ? Change-t-elle la donne ? Est-elle un outil de changement ou pas ? ». Nous nous sommes très vite posé cette question-là et nous nous sommes dit : « Chaque jour qui passe doit être en notre faveur, et pas seulement dans la campagne de mobilisation. Chaque jour qui passe, ce que nous produisons doit tomber dans notre escarcelle, doit être jugé par les gens comme étant nécessaire, comme étant utile ». Il fallait que les gens se disent en voyant nos réalisations : « Heureusement qu'ils sont là ! ». Dès le départ nous avons eu le souci de démontrer que cette Chambre était nécessaire.

Un autre élément : dans les gens qui soutiennent la démarche de la Chambre, il y a des motivations de différents niveaux ; le combat, on le mène avec cette diversité ; je dis toujours, parce que je l'ai vérifié dans d'autres occasions, que, pour gagner un combat, il ne faut pas vouloir que tous ceux qui le soutiennent le fassent pour les mêmes raisons. Il peut y avoir des raisons différentes qui font que les gens, à un moment donné, convergent pour soutenir un combat, alors qu'ils ont des raisons différentes, mais ils convergent. Ensuite il faut construire cette convergence, il faut faire en sorte que cette convergence se transforme en cohérence. Par exemple, certains paysans soutenaient notre Chambre parce que Ainiza Monjolose était plus près que Pau ! Il faut respecter ce point de vue aussi, le prendre en considération. D'autres nous soutenaient parce que nous étions sur une agriculture plus durable, plus paysanne, et que nous allions aider à concrétiser cela. Évidemment, ceci était le fond de notre démarche, mais tout le monde n'était pas là-dessus. D'autres encore nous soutenaient parce qu'on faisait « chier » le Préfet ; d'autres parce que nous voulions promouvoir les produits de qualité. Il faut accepter cette diversité de motivations ; mais ensuite il faut que la convergence se transforme petit à petit en cohérence et en adhésion.

Aujourd'hui encore tout le monde ne vient pas forcément chez nous pour les mêmes raisons. Mais plus le temps passe, plus il y a un dénominateur commun qui s'agrandit. J'avais remarqué ce phénomène lors de la bataille pour un Département Pays Basque (je ne dis pas un Département Basque): certains revendiquaient un Département Pays Basque parce que cela représentait à leurs yeux un premier pas vers l'indépendance du Pays Basque, d'autres le revendiquaient parce que cela représentait la présence de l'État français plus proche avec un Préfet à Bayonne, et l'État serait ainsi plus à l'écoute du territoire. On ne peut pas dire à l'un ou à l'autre qu'il se trompe. Je crois beaucoup à cela : si on fait un pas ensemble même si nos motivations sont différentes, on a fait un pas ensemble, et ensuite on peut imaginer un deuxième pas alors qu'on ne l'avait pas imaginé possible auparavant. Moi, je crois en cette dynamique-là.





02

DONIBANE GARAZI, 2017

VOIR, JUGER, AGIR

Pour faire court, je suis né en 1952, et c'est au début des années 70 - donc à 18 ans en gros (à l'époque, à 18 ans on n'était pas majeur, la majorité était à 21 ans) - que j'ai commencé à m'intéresser à des choses situées hors des centres d'intérêt que j'avais jusque-là, certainement par le biais de la télé ou de je ne sais quoi.

Mon premier lieu que je peux qualifier de lieu d'engagement, a été la JAC, la Jeunesse Agricole Chrétienne, qui était la branche agricole du MRJC, le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne. C'était une offre proposée par les curés, mais c'était un mouvement social d'Église qui a eu une longue histoire. On se situait dans une histoire: la JAC est née en 1929 et a été historiquement l'actrice principale du monde rural car elle a formé des militants à être les responsables agricoles et souvent les notables du monde agricole et du monde rural. Tout ce qui était un peu visible sur le terrain, en général, était passé par la JAC, au moins dans notre région ; d'autres régions étaient plutôt des terres communistes.

Moi, c'est donc par la JAC que j'ai commencé à m'intéresser à des sujets qui m'interpellaient. Il y avait à la JAC une pédagogie très efficace, qui est certainement, même avec d'autres mots, la base de toutes les formations, et de celles que vous avez ici : «voir, juger, agir». Il fallait voir, juger, agir, c'est très simple. C'était ça le B.A-BA, la base de toute pédagogie, de toute réflexion, de toute action.

(...) Les deux principales structures dans le monde paysan étaient à l'époque la JAC et le syndicalisme agricole. Le parcours classique de ceux qui avaient envie de faire des choses, c'était la JAC, puis le syndicalisme agricole.

Il se trouve que mai 68 a ébranlé tout le monde, à titre individuel mais aussi tous les mouvements, y compris dans le monde rural, et en particulier ces deux piliers du monde et de la pensée du monde rural, la JAC et le syndicalisme agricole.

(...) La JAC a été l'école de ma vie, je le répète. Certainement, cela fait partie de mon identité maintenant, alors ça me donne une certaine façon de penser... Certains diront une certaine spiritualité, mais au sens pas forcément religieux. C'est le sens que chacun essaie de donner à sa vie, et je pense que cette histoire de la JAC qui n'était pas qu'une réflexion matérielle, a été un élément constitutif de ce je pensais, de ma façon de penser, y compris certainement plus tard aussi, peut-être aujourd'hui aussi. (...)

EXISTER PUBLIQUEMENT

Donc, nous avons travaillé au niveau de la JAC, nous avons formé des équipes, appris à réfléchir, à réfléchir en groupe, à s'exprimer en groupe. Nous avons surtout appris à exister publiquement. Ceci est un autre élément important - ce n'est pas à Bizi! que je dois dire ça - mais on n'existe que si à un moment donné, on existe publiquement. Alors, il ne faut pas chercher l'action pour l'action - je sais que je n'ai rien à apprendre à personne ici - mais j'ai souvent plaidé cela. J'ai connu des groupes, même dans la JAC ou dans d'autres groupes plus tard, qui n'ont pas trouvé d'issue, qui ont cheminé, qui ont bossé un peu et puis, qui ont végété et se sont repliés, parce qu'ils n'ont pas débouché sur une présence publique, une action publique, une intervention publique.

Un groupe qui n'a pas l'impression de jouer un rôle public, au sens du déroulement des choses, c'est-à-dire un groupe qui a l'impression que les choses se passent comme s'il n'existait pas, il ne compte pour rien. Qu'il existe ou n'existe pas, ça n'a aucun impact sur le déroulement des choses, sur ce que les gens pensent, sur les rapports de force, etc. Si le groupe se rend compte qu'il n'a aucun impact sur la chose publique, sur la façon de penser, sur les rapports de force, etc..., il s'arrête, il avorte. Donc, il faut aussi que le groupe se sente utile, ait le sentiment, la conviction qu'il fait des choses, et que ce qu'il réalise fait que les choses ne se passent pas comme s'il n'était pas là. Et ça donne de l'énergie pour continuer à exister, parce qu'on sait qu'on impacte le déroulement des choses.

Je le répète, et ce n'est pas à Bizi! que je dois dire ça, mais je l'ai souvent dit, même depuis à des équipes de la JAC notamment et à des équipes syndicales même proches, même d'ELB. Si on n'existe pas publiquement, on est en danger, je pense que ce point est important. Alors, la vie, dans tous les domaines, est une question d'équilibre et de dosage: si on ne cherche qu'à exister, on peut ne plus exister aussi, c'est toujours un équilibre. Quel que soit le domaine, quel que soit le chemin, quand on veut avancer, on est toujours sur une ligne de crête, toujours. Ça, il faut l'intégrer, moi j'y ai souvent pensé. Ça ne veut pas dire qu'on est sur une position centriste, mais c'est toujours une question d'équilibre, et c'est comme ça qu'on peut éventuellement avancer un petit peu. (...)

LA RADICALITÉ

Il se trouve que j'ai été embarqué dans des responsabilités au niveau national car notre expérience était considérée intéressante par les Travailleurs Paysans, parce que dans nos objectifs et dans nos façons d'agir, nous étions des militants radicaux mais nous avions en même temps une assise. Nous n'étions pas coupés du monde, nous étions avec les gens.

La radicalité des projets n'est pas tellement dans la façon de les porter mais dans leur nature. Il peut y avoir de la radicalité dans les projets et dans les objectifs, radicalité qui peut être très bien perçue et admise par les gens si on a une façon d'agir, une stratégie qui les respecte et qu'ils comprennent.

Souvent, la rupture entre les militants et « la base » (je n'aime pas trop cette dénomination) se fait plus sur la forme que sur le fond. Il n'est pas normal que des projets de fond aussi mauvais, aussi inégalitaires, aussi dominateurs que certains de ceux qui sont en vigueur, soient acceptés par les gens alors qu'ils vont contre leur intérêt. Ces projets sont acceptés par les gens parce que le « service après-vente », le canal de communication et la façon dont le projet est vendu donnent l'impression que le projet est bon. Alors que dans notre cas, parfois, c'est la façon dont nous présentons le projet qui donne l'impression qu'il est mauvais, alors que le projet est bon. Ceci n'est pas simple. C'est tout le débat des stratégies. Mais les gens ne sont pas non plus masochistes, ils ne sont pas pour des systèmes d'organisation de la société, des systèmes économiques ou sociaux qui sont contre leur intérêt, ce n'est pas ce qu'ils souhaitent.

Ce que nous avons apporté dans ce débat avec ELB, c'est que nous avons su allier une radicalité du projet, des revendications et même parfois des actes, avec une adhésion des gens, y compris dans la dernière actualité autour des élevages de canards. Nous sommes là en rupture avec un système et pourtant au niveau de la base, ça passe, il y a une certaine adhésion. Ceci est un autre élément de cette ligne de crête dont j'ai déjà parlé. La ligne de crête est la jonction de deux versants qui s'opposent. Nous devons avoir, je pense, l'obsession suivante : faire en sorte que le projet suscite l'adhésion des deux versants qui ont tendance à s'opposer, même si a priori ce projet est considéré comme quelque chose qui ne sera pas largement partagé, et ceci souvent pour des raisons annexes, et non pour des raisons de fond liées au projet lui-même. Je pense que ELB, malgré ses hauts et ses bas, a toujours eu plus ou moins cette volonté de permettre cette adhésion des deux versants. (...)

LA LIGNE DE CRÊTE ENTRE LOCAL ET GLOBAL

J'étais toujours en train de faire des quadratures du cercle : j'avais la responsabilité nationale (*Mixel est resté responsable national de la Confédération Paysanne pendant quatre ans, passant quatre jours par semaine à Paris*) et en même temps, j'avais gardé une responsabilité syndicale locale car je pense que si on

a des responsabilités nationales sans garder un point de fixation locale, on devient très vite hors sol.

Il faut faire très attention à cela, s'obliger à avoir un point de fixation locale et avoir des comptes à rendre localement. Tous ceux qui sont devenus hors sol, ce n'est pas parce qu'ils étaient plus ambitieux ou plus arrivistes que d'autres, c'est que, n'ayant plus de référence locale, ils ont été emportés dans des orbites par l'influence d'autres sources d'attraction. C'est par exemple le cas d'élus très proches de nos idées, très copains avec nous. Dès qu'ils sont entrés dans leurs responsabilités et ont suivi leur chemin avec la meilleure intention du monde et la meilleure bonne volonté, ils ont perdu le relais et le souci de vérification des raisons qui les avaient amenés à s'engager auprès des gens avec lesquels ils étaient au départ. Ils ont été très vite déconnectés de la réalité.

Il faut toujours se méfier de soi-même car si on est seul à vérifier si on a raison, on se plante alors qu'on pense ne pas se planter. Je pense que la référence au groupe de départ auquel on s'est identifié historiquement est en permanence nécessaire et indispensable car de toute façon, quoi que l'on fasse, quoi que l'on pense, le groupe a toujours davantage raison que l'individu. Un certain nombre de gens proches de nous se sont éloignés ainsi et nous avons fini par les considérer comme des adversaires ou des ennemis alors que ce n'était pas leur intention. Cela fonctionne par attractions diverses ; nous avons nos propres langages, nos propres codes, nos propres influences, nos propres attractions, nos propres logiques, mais il en existe d'autres ailleurs. C'est comme entre les planètes : si on perd l'attractivité de notre planète, on est aspirés par les autres planètes et on peut aller très loin comme cela. La galaxie des pouvoirs est aussi grande que notre galaxie. Beaucoup de gens, y compris dans le monde agricole, ont été perdus comme cela, alors qu'ils sont persuadés d'avoir fait du bon boulot, et ils ont certainement fait des choses intéressantes.

ÊTRE DE QUELQUE PART, AVEC UNE DIMENSION UNIVERSELLE

(...) Je reviens encore à l'image de la ligne de crête. Il faut trouver le chemin entre plusieurs forces attractives ou qui s'opposent. Ceci est vrai au niveau

individuel comme au niveau collectif. Je l'explique souvent à des gens qui ne connaissent rien de ce qu'est le Pays Basque. Il faut commencer par leur expliquer ce qu'est pour nous le Pays Basque, pourquoi nous nous y intéressons. Dans un premier temps, je l'imagine, et certaines expressions me le confirment, nous sommes considérés comme des gens qui font du localisme, qui ne s'intéressent qu'à leur pays, qui ne voient pas le monde plus loin. Il faut alors expliquer que nous ne sommes pas que cela. J'explique, même collectivement, que le sentiment d'appartenance, la question identitaire, ne sont pas des sujets tabous, on les assume.

Ici aussi, il y a deux pôles : si on ne fait que du local sous prétexte que c'est là que se passent les choses, on est dans une espèce de nationalisme dans lequel le monde se limite à cela. À l'inverse, si on se situe sur le pôle universel uniquement en considérant que tout le reste est rétrograde et dangereux, on fait de l'universel hors sol. L'un produit du localisme et du nationalisme dangereux et l'autre du hors sol, aussi dangereux.

Donc, nous sommes de quelque part avec une dimension universelle. On retrouve là ce qu'on disait avec ELB et qui se vérifie : « Nous sommes paysans, au Pays Basque, et membres de la communauté internationale ». À partir du moment où on assume cette dimension universelle en affirmant qu'on est accroché aux valeurs universelles, il n'y a aucun risque à être fixé localement. Il y a danger s'il n'y a pas d'universalité. Mais s'il n'y a que l'universalité et que tout le reste paraît secondaire du point de vue politique, alors on est hors sol, on est très bon mais ailleurs. La vie individuelle et collective fonctionne toujours ainsi.

Au niveau national, j'ai eu des responsabilités pendant assez longtemps. Je suis resté secrétaire national de la Confédération Paysanne pendant quatre ans, et j'ai eu ensuite des responsabilités sur certains dossiers : la PAC, le lait, l'agriculture paysanne, etc...

Localement, je me définis abertzale dans la mesure où je veux contribuer à construire ce pays, et je le fais à partir du militantisme agricole. Pour moi, la façon la plus efficace de faire de la politique a été de faire du syndicalisme. Je ne veux pas dire que c'est la meilleure manière dans l'absolu, mais elle l'a été pour moi. (...)

LA CARTE ROUTIÈRE ET LA BOUSSOLE

La dernière phase de mon parcours est liée au désarmement, au processus de paix que vous connaissez certainement. Je suis arrivé là un peu comme un cheveu sur la soupe. Les cheveux tombent sur la soupe quand ils sont en face. J'étais peut-être en face ?

Je pense qu'il n'y a pas de chemin prédéterminé, pas de préfiguration au départ. J'ai presque envie de dire que c'est le chemin qui décide de l'endroit vers lequel on se dirige. C'est nous qui faisons le chemin, mais ce sont les faits qui nous guident. On n'a pas tout pensé à l'avance, moi en tout cas. Certains planifient tout à l'avance, ils savent par avance comment les choses vont se passer mais pas nous. Nous l'avons expliqué je ne sais combien de fois à nos chers préfets successifs et au-delà au ministère : lorsque nous avons créé ELB, nous n'avions pas programmé la création de EHLG. Cinq ans avant, nous ne l'avions pas programmé, nous ne sommes pas aussi forts. Ils nous disaient : « C'est parce que ELB est majoritaire que vous créez la Chambre d'agriculture du Pays Basque ». Nous leur avons répondu que nous n'étions pas assez forts pour affirmer dès 2001 que nous allions créer EHLG en 2005. L'histoire que nous avons vécue est la résultante de ce que nous avons fait et de ce que les autres en face ont fait. Je sais que le jour de la création de EHLG, le 15 janvier 2005, j'avais dit publiquement que EHLG a été créée par la Chambre d'agriculture de Pau. C'est leur attitude, leur intransigeance, leur mépris, qui ont créé des conditions invivables pour nous et qui ont créé un contexte justifiant la création de EHLG.

On ne vit jamais par avance les choses que l'on décide, on vit des trajectoires. On a notre ligne d'horizon mais passe-t-elle par ici ou par là ? Il est très différent d'avoir une ligne d'horizon ou une boussole, et une carte routière ! La carte routière est faite en fonction des éléments physiques, en fonction des montagnes, des fleuves, et nos chemins sont aussi faits comme cela. Ils ne sont pas rectilignes, c'est aussi ce qui fait la force et l'intérêt des choses que l'on vit. Je pense que c'est le cas pour chacun de nous. (...)

Question : Quand vous avez créé ELB, n'avez-vous pas eu ce débat-là ? C'étaient les années 1981-1982, période très dynamique pour l'abertzalisme. N'avez-vous pas des gens chez vous qui voulaient se définir syndicat abertzale ?

Mixel Berhocoirigoin: Nous avons eu ce débat. Déjà, cela dépend de ce que l'on donne comme définition au mot abertzale. Il y a à mon avis des définitions très différentes. Nous n'avons pas fait de tour de table pour savoir ce qu'était pour chacun être abertzale.

Dans le groupe de départ, nous aurions pu, avec un tout petit coup de force, nous définir comme syndicat abertzale. Mais certains dans le groupe ne se définissaient pas comme abertzale et ils étaient pourtant vraiment à fond dans le projet. Nous avons donc décidé de ne pas nous définir comme abertzale, et comme pour Bizi!, certaines personnes ne sont pas venues à ELB parce que nous ne nous définissions pas comme syndicat abertzale.

Pour ces personnes, la dimension abertzale était plus importante que la dimension du type d'agriculture pour lequel nous militions alors que pour ELB, le type d'agriculture que nous proposons était plus important parce que nous pensions contribuer à la construction du Pays Basque avec notre modèle agricole, et que celui-ci était un élément constitutif du Pays Basque que nous voulions créer.

Nous nous en sommes toujours sortis en nous disant que notre porte d'entrée était d'abord sociale, que l'on venait à ELB d'abord pour des raisons sociales. La personne y venait par exemple pour le prix du lait et ensuite découvrait beaucoup de choses. C'est comme ça que ça marche. Mais si on lui vend le paquet global alors que lui vient pour un produit, ça ne fonctionnera pas.

ELB est un pont entre l'île abertzale et le continent. Les gens qui s'engagent sur le pont parfois le traversent, parfois font demi-tour. Et ce pont, si on le coupe, il n'y a plus de pont! ELB est un pont de la même manière que les ikastola. Si on dit aux parents d'ikastola qu'il faut être abertzale pour mettre leurs enfants à l'ikastola, cela aura le même effet repoussoir pour certains.

(...) En se définissant ainsi, je pense que ELB apporte beaucoup plus à l'abertzalisme que l'inverse.



03

BIDARRAY, 2006

LE GARDE-FOU COLLECTIF

Nous avons créé ce que l'on appelait le groupe des 40. Donc, on se retrouvait à 40, régulièrement non seulement pour décider des stratégies, mais aussi pour faire le point : où en est-on par rapport à nos objectifs ? Qu'est-ce qu'on doit faire ? Comment ? Quelles sont les luttes à développer ? Etc.

On avait un fonctionnement à double niveau : celui de la structure officielle et celui informel, en interne, au niveau de ceux qui avions décidé de cette stratégie-là. On se rend compte que c'est primordial, parce qu'on le voit de façon plus générale aussi. En politique c'est pareil, car on peut rentrer dans des structures, dans des logiques avec de très bonnes intentions, avec un esprit très clairvoyant, très consciencieux et très fidèle, mais on peut ne plus voir, au bout de quelques temps, où on en est par rapport au choix qu'on a fait, et au lieu de choisir le chemin, c'est le chemin qui nous guide. On ne sait plus où on va. Et cela, avec la plus grande bonne foi. Aucun militant ne peut, tout seul, garder la boussole. S'il n'y a donc pas un autre lieu pour faire le bilan, l'analyse et faire se confronter les choses, le meilleur militant se retrouve ailleurs : il est aspiré, happé dans une autre logique. De fait, c'est comme ça que cela se passe. (...)

AVOIR CONFIANCE DANS LA DYNAMIQUE

On a créé ELB, et on a décidé de créer cette structure au niveau du Pays Basque. Aujourd'hui, ça ne veut rien dire mais il y a 23 ans, ce n'était pas rien, le Pays Basque n'existait pas du tout, moins qu'aujourd'hui.

Aujourd'hui, on a l'habitude de voir le Conseil des Élus du Pays Basque, le Conseil de Développement du Pays Basque... C'est banalisé d'avoir des structures du Pays Basque. On n'a pas d'institution mais des structures du Pays Basque... Aujourd'hui, des militants créeraient une structure départementale, ce serait anti-basque. À l'époque, des structures au niveau du Pays Basque, il n'y en avait donc pas des masses. Alors, c'était une démarche politique de créer une structure au niveau de ce Pays Basque qui n'existait pas.

On a également décidé d'adhérer à la CNSTP, la Confédération Nationale des Syndicats des Travailleurs Paysans. Il y a eu un débat et quelques gens, pas beaucoup - un ou deux quand même du groupe des 40 - ne nous ont pas suivis car, pour eux, c'était contradictoire d'adhérer à une structure de l'État français.

On a quand même fait ce choix pour deux raisons. D'abord, parce qu'il y a un certain nombre de décisions politiques qui se prennent au niveau de l'État français, et qu'il faut être présent là où se prennent les décisions si on veut avoir un rôle syndical. Autrement, on aboie à côté de la caravane, on est à côté du vélo. D'autre part, c'est le lieu où l'on se retrouve avec d'autres militants, d'autres groupes syndicaux, d'autres régions qui ont les mêmes problèmes que nous et on vit dans le même monde. C'est plus le fait d'appartenir au même mouvement avec d'autres groupes et d'autres régions que celui d'appartenir à une structure française. Nous, on voyait cela sous l'angle social et sous l'angle organisationnel et militant.

(...) Dès le début, on s'est positionnés pour des structures propres au Pays Basque. Ça a été parmi les premiers éléments qu'on a définis. Il nous faut des structures spécifiques au Pays Basque, la Chambre d'agriculture, l'administration. Mais nous avons fait aussi le choix, dès le départ, de travailler et de nous impliquer complètement dans les structures départementales. Là aussi, c'est comme avant pour la FNSEA. On s'est engagés dans des structures qu'on ne considérait pas comme légitimes, mais que l'on

considérerait comme incontournables parce que les questions se posaient là, se réglait là éventuellement, et qu'il fallait en tous cas qu'on y apporte notre débouché au travail syndical. Si cela ne nous convenait pas, il fallait quelque part démontrer que ces structures ne nous convenaient pas. Il ne suffit pas de décréter que cela ne nous convient pas pour que tout le monde dise que ça ne convient pas. Les gens n'y croient que si on le démontre.

On s'est donc engagés à fond dans la Chambre d'agriculture départementale. Avec le peu de pouvoir qu'on avait, on l'a utilisé à fond. Les structures de la DDA, les commissions mixtes, les commissions paritaires, etc., on s'est engagés à fond dans toutes ces instances, on est allés une centaine de fois à Pau pour des réunions, des rendez-vous, on a fait marcher la machine à fond. Cette machine qui n'était pas la nôtre, et qu'on ne voulait pas qu'elle soit la nôtre non plus.

C'est toujours le risque, mais je crois qu'il faut avoir confiance dans la dynamique. Si on est sûrs de notre ligne, on sait que tôt ou tard, la contradiction viendra. Car les structures dans lesquelles on s'implique sont faites dans un cadre donné qui n'est pas la finalité de notre travail. Un jour, il faut donc que ça éclate, et si la contradiction n'arrive pas, c'est qu'on n'a pas bien fait le boulot. Mais, si on est confiants dans notre ligne, notre travail et notre capacité, un jour, cela doit venir. Donc, il ne faut pas forcément avoir peur de dire «on va se faire avoir car finalement le cadre, le système vont nous intégrer»... Si on ne veut pas tenter de composer avec l'autre, si on ne veut pas prendre de risque, c'est qu'on n'est pas sûrs de nous. C'est beaucoup plus sécurisant de ne pas prendre de risques, mais je crois que c'est vraiment une faiblesse. (...)

LE TRAVAIL SYNDICAL

Je pense que ce travail syndical tel que nous l'avons vécu est toujours un équilibre. Il faut être en permanence à deux niveaux. Il faut avoir une ligne d'horizon, une utopie, un projet politique, une dynamique, un sens, une boussole. Et puis, il faut être très pragmatique, être assistant social. Politiquement, il faut faire des choses qui n'ont aucune valeur politique.

Il faut faire les deux, parce que si l'on ne fait que l'assistantat social, on peut faire beaucoup d'adhérents mais cela n'a aucune portée politique. Et si on n'est que sur la ligne d'horizon, on est déconnectés. C'est donc un équilibre qui n'est pas forcément évident mais nous, on a fait ce choix. Tout le monde n'a pas forcément fait ce choix. Je connais d'autres structures syndicales pour qui le volet assistantat social n'est pas nécessaire. C'est leur choix.

Il faut également être à deux niveaux sur la forme comme sur la stratégie. Être en permanence en train d'expliquer, de faire de la pédagogie, de répéter 36 000 fois la même chose. Et aussi en train de faire l'action, l'action directe. Il faut faire le chaud et le froid, mais au bon moment. Il faut faire les deux. Là aussi, si on n'en fait qu'un, on loupe quelque chose.

Ça aussi, c'est un équilibre. Il n'y a pas de leçon: pas de petit a) faites ça pendant trois mois et après, b) faites une action. C'est comme on le sent, comment on voit les choses, comment on analyse. Quelques fois, on passe à côté, on loupe des trucs, d'autres fois, on tape juste. Je crois qu'il y a ces deux éléments.

La spécificité du travail syndical, au niveau paysan, ce qui le rend difficile mais qui est une force, c'est qu'on est en permanence avec des gens qui pensent différemment. Le monde paysan n'est pas particulièrement connu pour être progressiste, bien que dans les faits il puisse l'être bien plus que d'autres qui s'en revendiquent. On est toujours en train d'expliquer des idées progressistes, parce que nos combats sont des combats anti-productivistes, des combats de répartition, anti-corporatistes, etc.

Cette boussole n'est pas neutre politiquement. C'est pourquoi il faut toujours faire de la pédagogie avec des gens qui pensent naturellement l'opposé! On fait le contraire de ce qu'est un travail populiste et démagogique. C'est difficile, surtout quand on a la prétention d'être, un petit peu, un syndicat de masse. Être anti-populiste, anti-démagogique et un syndicat de masse, c'est pas facile! Mais, c'est en même temps la force et la difficulté, et c'est notre spécificité.

Par rapport à ce travail syndical que j'ai essayé d'expliquer, on me posait la question des joies, des frustrations. Moi, je crois que les joies et les frustrations sont des moments bien précis. L'essentiel du temps, ce n'est ni l'un, ni l'autre. C'est le travail, et à un moment donné, c'est le résultat qui est décevant ou pas. Mais ce qui est quand même important dans cette galère,

c'est la convivialité. Il faut toujours les moyens de faire vivre, si possible, la convivialité. C'est déterminant.

Bernard Lambert disait: «un révolutionnaire triste, c'est un triste révolutionnaire». Il a vraiment raison. Ça, c'est important parce que ça permet de continuer. Il faut se faire un peu de plaisir parce que si on est payé au niveau de la satisfaction, seulement par les résultats, on n'est pas toujours très bien payé. Il faut aussi se donner des rémunérations en nature.

Il y a quand même plein d'éléments positifs. Comment on évalue l'efficacité de ce que l'on a fait? Difficile! On l'évalue toujours en fonction du résultat. Mais le résultat, on l'évalue par rapport aux objectifs qu'on avait. Il y a deux types d'objectifs. Un objectif lié à la revendication, alors là, c'est simple, on a obtenu satisfaction ou pas, à 50% ou complètement... La réussite est proportionnelle au taux de remplissage de la revendication. Parfois, c'est bon, parfois, c'est mauvais. Et puis, il y a des objectifs sans revendications claires, d'autres qui sont politiques: faire avancer une idée. Car les revendications sont parfois une caisse de résonance pour faire avancer une idée. On peut développer une revendication en sachant qu'on ne l'obtiendra pas, mais pour faire avancer une idée.

Alors tout ça, finalement, est-ce que c'est faire marcher le système? Est-ce que ça va à son encontre ou est-ce que c'est digéré par le système? Je ne sais pas, je crois qu'il peut y avoir les deux. Un travail syndical peut alimenter le système, mais il y a beaucoup d'actions a priori radicales qui peuvent alimenter le système aussi!

Quand le système digère les luttes et s'en nourrit - même si la lutte paraît radicale -, ça sert le système. Le fait de servir le système n'est donc pas lié forcément à tel type de lutte, je crois que c'est plus au niveau du sens de la boussole. Il me semble que si ce sont des revendications catégorielles, corporatistes ou de pourcentage de salaire, cela peut être digéré par le système. Par contre, c'est la spécificité de notre ligne syndicale, quand on est anti-corporatiste, anti-productiviste, quand on remet en cause certaines logiques de développement, quand on est pour la répartition, pour le partage du droit à produire, etc. a priori, par définition, cela va à l'encontre de l'économie productiviste, intensive et qui broie les gens. Donc, tout ce qui

va contre ne devrait logiquement pas renforcer le système. C'est le sens de la boussole qui fait qu'on sert ou pas le système. Je pense qu'on peut ne pas servir ou éviter au maximum de le servir. C'est la nature des luttes, et j'en suis persuadé.

(...) Aujourd'hui, on sait très bien que le système est capable de récupérer à son profit certaines formes de contestation contre les effets néfastes du système, pour être moins impopulaire et pouvoir continuer son chemin. La contestation du système intensif ne doit pas se limiter à contester ses effets, il faut aussi contester sa nature, son processus! Le système peut corriger ses effets néfastes, pas sa nature. Tout dépend donc de la forme de la lutte et de la contestation qui en est faite.

BATERA. L'ESSENTIEL, C'EST DE METTRE DES GENS EN MOUVEMENT.

Je pense qu'au niveau de Batera, c'est un peu la même chose, mais de façon plus transversale. Ce que je pense pour le département, et qui un peu vrai pour les autres revendications, c'est qu'il s'agit d'une première nécessité. Ce sont des revendications de survie.

L'un des avantages de Batera, c'est qu'il est un peu notre mouvement social en Pays Basque. Car on peut parler de mouvement social dans l'absolu, mais ramené à la réalité, c'est quand même un mouvement social dans les faits, pas seulement dans un forum. Il ne faut pas toujours que ce soit politiquement à 10 000 mètres pour que cela puisse s'appeler mouvement social.

En plus, Batera fait vivre ensemble des gens différents. Car au Pays Basque, dans pas longtemps, on sera des gens différents à vivre ensemble. Et c'est mieux en plus... Batera permet de réunir autour d'une table des abertzale et des gens qui ne le sont pas, des personnes de gauche et des gens qui ne le sont pas, des gens prudents à 300% et d'autres qui sont prêts à prendre des risques. Si on veut créer une société, ce n'est pas rien. C'est une école qui apporte pas mal aux abertzale aussi. Ça nous oblige - comme ce que je disais tout à l'heure pour le syndicalisme - à composer sur des stratégies avec des gens qui, a priori, ne sont pas forcément d'accord, et chaque fois qu'il faut confronter ses idées et avancer, c'est chiant... En plus, pour un département, on peut considérer que ce n'est pas là l'essentiel du temps à passer. Mais,

je suis persuadé que cela profite au mouvement abertzale. Les gens qui demandent un département, on ne sait pas où ils finissent après. L'essentiel, c'est donc de mettre des gens en mouvement. Ceux qui ne bougent pas ne vont nulle part. Ceux-là, on ne les aura jamais. Il faut faire confiance au mouvement en général.





MIXEL BERHOCOIRIGOIN

**Gu sortu ginen enbor beretik sortuko dira bestea,
Burruka hortan iraungo duten zuhaitz ardaxka gazteak.
Beren aukeren jabe eraikiz, ta erortzean berriro jaikiz,
Ibiltzen joanen direnak: gertakizunen indar ta argiz,
Gure ametsak arrazoi garbiz egiztatuko dutenak.**

Le recensement des enseignements à tirer du parcours de Mixel Berhocoirigoin, de sa pensée et de sa pratique militantes, leur publication ou transmission par divers moyens ne font que commencer. Mixel continuera longtemps à inspirer notre action et notre travail pour une société plus juste et plus soutenable.

Stratège au souffle long, visionnaire, porteur d'un projet et de valeurs à la fois universelles et ancrées localement, funambule avançant sereinement sur une ligne de crête joignant radicalité et pragmatisme, homme d'écoute et de synthèse, ne négligeant aucun détail sans pour autant perdre de vue l'essentiel et le global, animateur à la fois doux et déterminé, proche des gens et les aimant, débordé de travail et pourtant tellement accessible, sachant travailler avec ceux qui ne partageaient pas ses idées, faisant ainsi bouger les

lignes, constituant bien souvent un point d'équilibre entre diverses tendances et cultures, sachant fédérer et entraîner, rassurant, inspirant confiance, ne se résignant jamais, courageux, Mixel Berhocoirigoin était tout simplement un leader. Pas un chef qui commande et se sert des gens ; un leader qui éclaire, anime, motive et élève les autres.

Maintenant, comment remplacer Mixel ? Comment combler l'immense vide qu'il laisse ? Comment concevoir sa relève quand on voit toutes les qualités et compétences qui étaient les siennes, et qu'on sait combien on en est soi-même si loin ? Comment se sentir légitime, capable de prendre la relève de Berhoko tellement cet homme-là a mis la barre haut ? Tout son parcours, toute sa pratique, nous apportent la réponse, la méthode : le collectif. C'est le collectif qui comblera le vide, trouvera les nouvelles réponses, prendra la relève. Et nous sommes toutes et tous légitimes, plus que ça, indispensables pour réussir cela. Un leader de la trempe de Berhoko a alimenté le collectif, ses batailles et ses victoires, mais lui-même se nourrissait des apports de tous les autres militant.es à ces réunions, à ces réflexions, à ces chantiers, à ces combats qu'il partageait avec elles et eux. Les réussites de Mixel sont également leurs réussites, ce livret de formation leur rend également hommage, à chacune et chacun d'entre eux.

Le meilleur hommage à rendre à Mixel est et restera de renforcer les instances collectives qu'il aura contribué à créer, de continuer à porter les combats et les lignes stratégiques qu'il aura participé à lancer et, par et avec le collectif, d'ouvrir les nouveaux chantiers des décennies à venir.



